MARITTIMO - IT FR - MARITIME
TOSCANA - LIGURIA - SARDEGNA - CORSE

COMITE DE SUIVI
DU PROGRAMME DE COOPERATION TRANSFRONTALIERE
ITALIE - FRANCE ''MARITIME'' 2007-2013

REUNION DE COMITE
13 DECEMBRE 2010

FLORENCE

Point n. 4 à l'Ordre du Jour

EFFETS DE LA DÉPENSE DES PROJETS DU PROGRAMME ITALIE - FRANCE "MARITIME" 2007 - 2013 SUR L'ÉCONOMIE DES RÉGIONS TOSCANE, LIGURIE, SARDAIGNE ET CORSE

Préambule

Le présent document est destiné à fournir une présentation des effets économiques attendus sur le territoire du Programme Italie-France Maritime 2007-2013 grâce au lancement des projets mis en place au cours des trois premières années du Programme.

1. EVALUATION DE L'IMPACT 4
PREAMBULE 4
1.1 LA METHODOLOGIE 4
1.2 L'IMPACT ECONOMIQUE DURANT LA PHASE DE REALISATION DES PROJETS DU PO ITALIE - FRANCE MARITIME 5
1.3 EFFETS ECONOMIQUES A MOYEN TERME (PHASE DE FONCTIONNEMENT DES PROJETS) 6
2. LES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DES PROJETS SIMPLES ET DES PROJETS STRATÉGIQUES 6
2.1 EVALUATION DE L'IMPACT DURANT LA PHASE DE REALISATION DES PROJETS SIMPLES DU IER APPEL 7
2.2 EVALUATION DE L'IMPACT DURANT LA PHASE DE REALISATION DES PROJETS SIMPLES DU IIEME APPEL 9
2.3 EVALUATION DE L'IMPACT DURANT LA PHASE DE REALISATION DES PROJETS STRATEGIQUES 11
3. CONCLUSIONS 15

Tableau 1 - Nombre de projets et investissement total 6
Tableau 2- Activation sectorielle de la dépense (en euro) 7
Tableau3 - Activation de la dépense pour les projets simples Ier appel 8
Tableau 4- Activation sectorielle de la dépense (en euro) 10
Tableau 5 - Activation de la dépense pour les projets simples du II ème appel 11
Tableau 6-Activation de la dépense (en euro) des projets stratégiques, par secteur 13
Tableau7- Tableau récapitulatif par axe et par projet 14

1. EVALUATION DE L'IMPACT

Préambule

Le Programme Opérationnel prévoit parmi ses modalités de mise en œuvre, la réalisation de projets stratégiques. Parmi les particularités de ces projets figure la capacité de produire un effet levier des ressources immobilières et d'engendrer des effets multiplicateurs.

Le Ier Appel à Projets Stratégiques, approuvé par le Comité de Suivi prévoyait que les projets présentés puissent fournir des données suffisantes afin d'évaluer l'impact économique de la dépense publique engagée aussi bien à court terme (PIB généré; unités de travail activées lors de la phase de réalisation) qu'à moyen terme (phase de fonctionnement).

Ce document présente les résultats de l'évaluation de l'impact économique durant la phase de réalisation des projets stratégiques calculée par l'Istituto Regionale di Programmazione Economica della Toscana au moyen de la méthode de l'Input - Output.
Grâce aux données fournies l'IRPET a pu calculer l'impact à court terme des projets simples du 1er et du 2ème appel.

La méthode et les résultats soumis au Comité de Suivi amènent l'Autorité de Gestion Unique à demander au Comité de Suivi de poursuivre sur cette voie selon deux directions:

- l'évaluation des projets au cours de leur phase de fonctionnement (à moyen terme)
- l'évaluation de l'impact non économique.

Le document présente les données des évaluations réalisées, les moyens permettant d'effectuer l'évaluation économique à moyen terme et la proposition d'une évaluation non économique.

1.1 La méthodologie

L'augmentation de la dépense publique génère une croissance de la consommation due à l'augmentation de la masse financière supplémentaire injectée dans le système.
Ce processus d'expansion du revenu, considéré comme effet multiplicateur du revenu, va au-delà de la dépense publique attribuée et génère une augmentation généralisée du PIB.

L'outil utilisé habituellement afin d'évaluer l'impact économique est constitué des modèles input - output multirégionaux.[1] Ces modèles permettent d'évaluer l'impact de la dépense publique à la fois à court terme (durant la phase de réalisation du projet) mais aussi à moyen terme (durant la phase d'avancement du projet) en termes de PIB et d'unités de travail.
Ces modèles sont construits par le biais de tableaux économiques intersectoriels régionaux basés sur les rapports économiques entre les consommateurs, les producteurs de biens (ou services) finaux et les producteurs de biens (ou services) intermédiaires (distingués selon leur secteur). Les rapports économiques montrent le lien entre la demande finale d'un bien (ou service), sa

[1] Pour évaluer cet impact on a utilisé le modèle de l'input-output multirégional de l'IRPET.

production par une entreprise, la demande de biens ou services de cette entreprise auprès des entreprises des autres secteurs. Ce cycle montre qu'une augmentation de la dépense publique alimente la production pour plusieurs autres entreprises (et secteurs) du système économique, créant ainsi plus de production (et par conséquent plus de revenu) que celle demandée à l'origine.[2]

L'augmentation de la demande finale (investissements et dépenses courantes) ne crée donc pas uniquement des revenus pour le secteur concerné par l'augmentation de la demande mais aussi pour les autres secteurs économiques fournissant des input au secteur en question; un revenu est ainsi créé pour plusieurs secteurs économiques.
Les modèles de l'input - output permettent de lier la demande finale au PIB, aux importations et aux unités de travail activées (UTA)[3], aussi bien d'un point de vue sectoriel que dans leur ensemble.
Afin d'analyser l'impact et obtenir des résultats en termes de PIB généré et d'unités de travail activées, nous devons répartir les dépenses en fonction des secteurs qui produisent les biens et services achetés: la désagrégation sectorielle utilisée divise le système économique en 30 secteurs de production.

1.2 L'impact économique durant la phase de réalisation des projets du PO Italie - France Maritime

L'impact que le Programme Italie - France "Maritime" 2007--2013[4]a sur la croissance de l'économie locale des 4 Régions, à savoir la Toscane, la Ligurie, la Sardaigne et la Corse peut être évalué durant la phase d'avancement des projets c'est-à-dire sur le court terme.
Pour chacun des éléments de la demande finale relatifs aux projets du 1er Appel à Projets Stratégiques et du Ier et IIème Appel à Projets Simples du PO Maritime 2007-2013 (investissements, dépense de l'administration publique et dépense des ménages) a été menée une analyse de l'impact économique de manière à déterminer le montant global des revenus créés et les secteurs économiques principalement concernés par l'activité de production et de génération de ces revenus.[5]
Les pages suivantes présentent les données relatives aux effets économiques et en termes d'emploi pour les quatre régions concernées et les autres régions italiennes durant la phase de réalisation du projet.
L'effet multiplicateur est donc déterminé par le fait que les opérations réalisées ont un impact sur l'économie grâce à l'achat de biens et services nécessaires à la réalisation des opérations et grâce aux revenus distribués aux travailleurs et aux entreprises concernés par la mise en œuvre de ces opérations.
Les principaux résultats du calcul de l'effet multiplicateur sont par exemple:

---

2 Une augmentation de la présence touristique, par exemple, génère une demande en termes de services hôteliers et ne crée pas de revenu uniquement au niveau de ce secteur mais également au niveau du secteur alimentaire (fourniture de repas dans les hôtels), des blanchisseries (lavage du linge des hôtels), de la distribution d'eau (l'eau consommée dans les hôtels), etc

3 Unité de mesure de l'emploi pour un travail annuel à temps plein

4 Le Programme a été approuvé par la Décision C (2007) 5489 du 16 novembre 2007

5 Le Secrétariat Technique Conjoint, sur la base des caractéristiques spécifiques du projet et de l'annexe Budget du projet, a identifié les catégories de biens et services achetés dans le cadre de la réalisation des projets au sein des 30 secteurs de production.
L'IRPET (Istituto Regionale Programmazione Economica della Toscana) a mené l'analyse de l'impact en utilisant un modèle input-output construit à l'échelle régionale

- PIB activé en fonction de l'investissement engagé par le projet [6]
- Unités de travail activées (UTA) en fonction de l'investissement engagé par le projet[7]

1.3 Effets économiques à moyen terme (phase de fonctionnement des projets)

Afin d'évaluer la dépense effectuée par les projets à moyen terme (phase de fonctionnement), il est nécessaire que les opérations financées et à financer fournissent les données selon les 3 échelles de valeur suivantes:

- présence touristique au cours des dix prochaines années
- niveau de croissance des exportations des entreprises régionales au cours des dix prochaines années
- pourcentage de régression des importations de la région au cours des dix prochaines années

Ces trois échelles de valeur peuvent être transformées en demande finale qui servira à évaluer l'impact économique à moyen / long terme c'est-à-dire une fois le projet terminé.
Les principaux résultats du calcul de l'effet multiplicateur à la fin du projet (en phase de fonctionnement) sont par exemple:

- Croissance du PIB activé par rapport à la dépense engagée par les touristes.
- Accroissement des unités de travail activées (UTA) par rapport à la dépense engagée par les touristes.

Pour la phase de fonctionnement aucune estimation basée sur les trois échelles de valeur indiquées n'a été fournie ni par les projets simples du IIème appel ni par les Projets Stratégiques, c'est pourquoi il n'a pas été possible de procéder à une élaboration selon le modèle de l'input - output.

2. LES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DES PROJETS SIMPLES ET DES PROJETS STRATÉGIQUES

Le Programme Opérationnel "Italie - France Maritime" 2007-2013 identifie deux types de projets : les projets simples et les projets stratégiques.

Le Tableau 1 reporte le nombre de projets financés et l'investissement total.

Tableau 1 - Nombre de projets et investissement total

	Nombre de projets	Investissement total
Projets simples	38	66.860.329,00
Projets stratégiques	5	30.000.000,00
Total	43	96.860.329,00

6 La valeur du PIB activé est calculée pour chaque tranche de 100 euros dépensée par le projet
7 La valeur des ULA est calculée pour chaque tranche de 1 million d'euros investis dans le cadre du projet

L'Annexe 1 de ce document fournit sous forme de tableau une brève présentation des projets financés.

2.1 Evaluation de l'impact durant la phase de réalisation des projets simples du Ier appel

Les projets du Ier appel prévoient une dépense d'environ 46 M d'euros à engager durant la réalisation du projet, pour la période 2009-2013; cette somme sera destinée à l'achat de biens et services produits par différents secteurs.

Pour observer les effets économiques de la dépense par secteur nous pouvons utiliser l'activation de la valeur ajoutée du secteur (dont la somme, moins les taxes indirectes nettes, équivaut au PIB régional activé); ces effets sectoriels figurent dans le Tableau 2 :

Tableau 2- Activation sectorielle de la dépense (en euro)

Valeur ajoutée	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4
Pêche, pisciculture et services connexes	10.195	7.159	293.267	7.928
Extraction de minéraux énergétiques	11.670	8.070	21.631	7.944
Extraction de minéraux non énergétiques	8.256	5.578	24.116	5.539
Alimentaires, boissons et tabac	126.701	91.247	269.334	95.259
Textiles et habillement	57.046	46.524	122..948	40.671
Tannage produit en cuir, peau et chaussures	17.597	12.701	37.919	12.415
Industrie du bois et des produits en bois	19.909	13.973	49.142	14.409
Fabrication de pâte à papier et de papier	104.118	70.269	203.690	66.566
Fabrication de coke, raffineries de pétrole, traitement	25.499	17.021	48.417	16.342
Fabrication de produit chimiques et de fibres synthétiques	41.950	29.006	102.800	28.684
Fabrication d'articles en gomme et matières plastiques	32.696	21.686	68.461	21.565
Fabrication de produits de façonnage des minéraux	42.415	27.907	92.093	27.043
Production de métal et fabrication de produits en métal	88.865	56.545	189.694	58.749
Fabrication de machines et appareils mécaniques	49.872	33.346	110.078	35.773
Machines électriques et électroniques	204.979	85.957	353.686	112.741
Fabrication de moyens de transport	34.191	24.449	82.611	27.110
Autres industries manufacturières	33.868	23.467	102.614	23.666
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz et eau	209.309	146.838	558.926	245.426
Constructions	222.889	171.741	563.071	133.322
Commerce	846.185	566.636	1.735.891	595.964
Hôtels et restaurants	542.315	365.317	1.006.557	389.962
Transports, magasinage et communications	801.720	540.277	1.587.299	559.918
Intermédiation monétaire et financière	421.803	291.817	882.795	306.538
Informatique, recherche et développement, services aux entreprises	3.782.792	2.351.270	6.309.637	2.107.431
Administration publique et défense; assurance sociale obligatoire	1.252.796	1.090.658	4.11.570	1.855.637
Instruction	95.626	250.281	460. 245	71.854
Santé et autres services sociaux	94.091	65.910	201.352	72.200

Autres services publics, sociaux et personnels	289.638	205.572	205.572	226.864
Activités immobilières et location	1.193.442	821.896	2447.796	846.713
TOTAL	10.801.688	7.542.417	22.689.233	10.254.230

Les secteurs impliqués en majorité dans les projets du Ier Appel sont ceux de l'informatique et services aux entreprises (de 30 à 40 euros d'activation de valeur ajoutée pour 100 euros dépensés) et ceux de l'administration publique (de 8 à 20 euros d'activation pour 100 euros dépensés), c'est vraiment dans ces branches que se concentre la dépense directe. Les autres branches sont activées indirectement par le biais d'échanges entre secteurs. Parmi lesquels le commerce, les transports, les produits alimentaires, boissons et tabac, l'activité immobilière et la location.

L'analyse de l'impact multisectoriel permet d'évaluer l'effet que cette dépense, répartie entre les secteurs de production, a sur la création du produit intérieur brut, les importations et l'emploi (en termes d'unités de travail)[8]. Cet effet sera démontré pour les quatre régions où ce type de dépense est soutenue mais aussi dans les autres régions italiennes (pour l'effet de débordement - spill-over - dû aux importations de ces régions par les autres régions italiennes).

Le Tableau 3 montre les effets économiques sur les 4 régions et sur le reste de l'Italie, la première ligne du tableau (en euros) indique dans quelle mesure le PIB sera activé par la dépense pour le projet dans les systèmes économiques régionaux, dans le reste de l'Italie et en totalité.
A partir de ces valeurs, il apparaît que le PIB activé totalement s'élève à environ 51 millions, l'activation majeure se produira dans le reste de l'Italie par effet sur les importations sollicitées par les régions où la dépense est effectuée[9]. Parmi les régions impliquées dans le projet, l'activation majeure a lieu en Toscane (région qui, de fait, reçoit la part la plus importante de cette dépense). Les mêmes remarques peuvent être faites sur les effets en termes d'emploi: la dépense pour le projet permet d'activer 951 unités de travail (correspondant à 993 travailleurs à temps plein pour une année), même dans ce cas les activations majeures se trouvent dans le reste de l'Italie et en Sardaigne.
Les deux dernières lignes du tableau 3 indiquent les multiplicateurs de l'impact sur le PIB et sur les unités de travail totales. Au total, ces valeurs indiquent que 100 euros de dépense génèrent entre 113,63 et 120,63 euros de PIB[10] et un million d'euros de dépense génère entre 21 et 23 unités de travail.

Tableau3 - Activation de la dépense pour les projets simples Ier Appel

	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4
DEPENSE PROJET (EN EURO)	10.348.700	6.762.090	20.757.798	7.460.920
PIB ACTIVE PAR LA DEPENSE	11.759.351	8.157.178	24.494.231	8.732.101

[8] Il faut tout de même préciser que les modèles multisectoriels servent à évaluer l'effet à court terme de la dépense soutenue au sein des territoires concernés (et, par effet de débordements externes, pour le reste de l'Italie également), il n'est pas possible avec ces modèles d'évaluer les effets à long terme si ceux-ci n'ont pas été au préalable transformés en dépense finale.
[9] Il est plutôt habituel que la dépense dans une région faisant partie d'un territoire national beaucoup plus vaste, active dans les autres régions, un PIB élevé grâce aux produits importés par les autres régions dans la région en question. Cet effet appelé effet de débordement est en général d'autant plus étendu que la taille totale des autres régions est grande par rapport à la région concernée.
[10] Le multiplicateur du PIB est le rapport entre le PIB et la demande finale et indique dans quelle mesure le PIB est généré pour chaque euro de demande finale. Le multiplicateur du PIB de la demande finale interne (hors exportations) dépasse rarement 90% et cela survient surtout quand la demande est orientée vers les secteurs des services

dont:				
CORSE	1.628.098	873.429	3.483.852	1.704.518
LIGURIE	1.607.736	1.040.723	1.986.588	759.109
SARDAIGNE	1.288.317	1.405.259	5.862.319	1.869.692
TOSCANE	3.662.738	2.358.359	5.578.771	1.976.213
RESTE D'ITALIE	3.572.461	2.479.409	7.582.732	2.422.569
IMPORTATIONS REGIONAUX	5.452.853	3.542.495	11.263.867	3.912.209
IMPORTATIONS DE L'ETRANGER	2.545.438	1.590.593	4.618.568	1.554.521
REVENUS PROVENANT D'UN TRAVAIL DEPENDANT	4.937.497	3.610.791	10.000.354	4.027.719
TOTAL UTA	217	153	459	164
MULTIPLICATEUR DU PIB (X100)	113,63	120,63	118	117,04
MULTIPLICATEUR DES UTA (X1000000)	21	23	22	22

Ces multiplicateurs sont utiles pour comparer les effets des projets aussi bien au niveau des axes qu'avec d'autres projets.
L'Axe 2 est par exemple celui qui présente une activation de dépense (120,63) et d'unités de travail (23) beaucoup plus élevée que pour les autres axes.
L'activation de 120,63% est beaucoup plus élevée que les activations moyennes de dépense. Ceci s'explique par le fait que la dépense s'adresse surtout à l'achat de services qui, en général, ont des parts d'activation plus élevées; de plus, le PIB créé par la demande est partiellement utilisé par les familles pour de nouveaux achats avec la conséquence d'une nouvelle activation et un accroissement du PIB.
Le projet Med Laine de l'Axe 2 est le projet qui présente l'activation de dépense (129,20%) et les unités de travail les plus élevées par rapport aux autres projets.
Le résultat de l'Axe 3 - Ressources naturelles et culturelles est également intéressant car il active un bon niveau de dépense.[11]

2.2 Evaluation de l'impact durant la phase de réalisation des projets simples du IIème Appel

Les projets du IIème Appel prévoient une dépense d'environ 21 M d'euros à engager durant la réalisation du projet, pour la période 2010-2013; cette somme sera destinée à l'achat de biens et services produits par différents secteurs.
Les effets économiques par secteur sont illustrés dans le Tableau 4.

[11] Le nombre le plus important de projets n'a aucune incidence sur les multiplicateurs de l'impact: les multiplicateurs d'impact dépendent du type de dépense (et des secteurs concernés) et non pas de son montant.

Tableau 4- Activation sectorielle de la dépense (en euro)

Du point de vue sectoriel, les branches générant la plus forte activation pour les projets du IIème

VALEUR AJOUTEE	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4
Agriculture, chasse et sylviculture	47.542	83.126	96.269	80.309
Pêche, pisciculture et services connexes	3.420	6.203	7.212	5.982
Extraction de minéraux énergétiques	3.887	6.489	7.585	6.454
Extraction de minéraux non énergétiques	2.978	4.558	9.007	5.108
Alimentaires, boissons et tabac	43.603	78.517	87.641	73.500
Textiles et habillement	21.728	34.086	38.871	31.705
Tannage produit en cuir, peau et chaussures	6.623	10.316	11.936	9.736
Industrie du bois et des produits en bois	7.426	11.628	18.115	11.834
Fabrication de pâte à papier et de papier	36.983	52.546	60.788	54.093
Fabrication de coke, raffineries de pétrole, traitement	7.981	13.178	15.800	13.661
Fabrication de produit chimiques et de fibres synthétiques	14.938	49.070	28.073	22.821
Fabrication d'articles en gomme et matières plastiques	10.836	17.941	22.482	17.347
Fabrication de produits de façonnage des minéraux	15.761	23.626	51.122	26.413
Production de métal et fabrication de produits en métal	28.321	46.806	72.323	47.835
Fabrication de machines et appareils mécaniques	16.512	28.156	35.867	26.981
Machines électriques et électroniques	28.922	53.871	90.636	69.177
Fabrication de moyens de transport	12.453	21.156	25.017	19.834
Autres industries manufacturières	12.091	19.701	24.608	18.836
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz et eau	68.831	141.269	174.911	133.413
Constructions	103.236	114.068	459.883	179.586
Commerce	304.926	463.543	586.003	458.298
Hôtels et restaurants	144.179	311.304	353.305	315.994
Transports, magasinage et communications	248.610	437.456	533.919	452.819
Intermédiation monétaire et financière	144.305	238.274	280.608	238.118
Informatique, recherche et développement, services aux entreprises	1.204.519	1.327.623	1.788.942	1.802.611
Administration publique et défense; assurance sociale obligatoire	424.917	1.352.095	1.181.445	1.127.955
Instruction	100.561	451.146	122.103	54.091
Santé et autres services sociaux	32.857	55.023	65.050	54.404
Autres services publics, sociaux et personnels	199.617	173.592	314.896	169.159
Activités immobilières et location	411.449	663.600	783.121	655.168
TOTAL	3.710.011	6.289.968	7.347.537	6.183.243

Appel sont, comme pour le Ier appel, celle de l'informatique et des services aux entreprises et celle de l'administration publique; c'est vraiment dans ces branches que se concentre la dépense directe. Les autres branches sont activées indirectement par le biais d'échanges entre secteurs. Parmi lesquels le commerce, les transports, les produits alimentaires, boissons et tabac, l'activité immobilière et la location.

Dans le Tableau 5 il apparaît que le PIB activé en totalité s'élève à environ 25 millions, l'activation majeure se produira dans le reste de l'Italie par effet sur les importations sollicitées par les régions où la dépense est effectuée. Parmi les régions impliquées dans le projet, l'activation majeure a lieu en Toscane (région qui, de fait, reçoit la part la plus importante de cette dépense). Les mêmes remarques peuvent être faites sur les effets en termes d'emploi: la dépense pour le projet permet d'activer 480 unités de travail (correspondant à 480 travailleurs à temps plein pour une année), même dans ce cas les activations majeures se trouvent dans le reste de l'Italie et en Sardaigne.

Les deux dernières lignes du Tableau 5 indiquent les multiplicateurs de l'impact sur le PIB et sur les unités de travail totales. Au total, ces valeurs indiquent que 100 euros de dépense génèrent entre 118,19 et 126,45 euros de PIB et un million d'euros de dépense génère entre 22 et 24 unités de travail.

Tableau 5 - Activation de la dépense pour les projets simples du II ème appel

	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4
DEPENSE PROJETS (EN EURO)	3.265.397	5.286.429	6.727.230	5.655.986
PIB ACTIVE PAR LA DEPENSE	4.031.007	6.684.638	7.950.658	6.684.534
dont:				
CORSE	514.529	661.071	1.367.080	1.057.325
LIGURIE	190.596	931.405	1.052.615	949.535
SARDAIGNE	943.161	1.665.444	1.612.424	1.045.877
TOSCANE	1.168.980	1.436.389	1.585.366	1.644.614
RESTE D'ITALIE	1.213.740	1.990.330	2.333.173	1.987.182
IMPORTATIONS REGIONAUX	1.703.313	2.769.718	3.635.156	3.009.153
IMPORTATIONS DE L'ETRANGER	742.006	1.215.650	1.454.645	1.251.420
REVENUS PROVENANT D'UN TRAVAIL DEPENDANT	1.762.002	3.162.264	3.522.753	2.985.594
TOTAL UTA	79	123	152	125
MULTIPLICATEUR DU PIB (X100)	123,45	126,45	118,19	118,19
MULTIPLICATEUR DES UTA (X1.000.000)	24	23	23	22

Les multiplicateurs indiquent que dans ce cas également l'Axe 2 est celui qui présente une activation de dépense (126,45) et d'unités de travail (23) très élevée par rapport aux autres axes.
Dans ce cas aussi, la dépense s'adresse surtout à l'achat de services qui en général ont des valeurs d'activation plus élevées.
Le projet BAMPE' de l'Axe 2 est le projet qui présente l'activation de dépense la plus haute par rapport aux autres projets (134,34%), alors que le projet IN.PORTO de l'Axe 1 active le nombre le plus élevé d'unités de travail (27).

2.3 Evaluation de l'impact durant la phase de réalisation des projets stratégiques

En termes absolus, le PIB qui sera activé par les dépenses des projets stratégiques (RES-MAR, TPE, INNAUTIC, MA_R_TE + e COREM) au cours de la période 2010-2013 est d'environ 30 411 677 millions d'euros.[12]

[12] Dans le calcul de l'évaluation de l'impact des projets stratégiques, les dépenses engagées par le Comité de pilotage n'ont pas été comptabilisées, par conséquent le PIB activé de la dépense est inférieure au PIB effectif. Dans tous les cas, cette omission, même si elle réduit le montant de l'impact, ne devrait pas beaucoup modifier le niveau du multiplicateur.

Les importations activées s'élèvent à 22 648 549,97 millions d'euros (13 418 292,97 euros des régions et 9 230 257,00 euros de l'étranger).

Le Tableau 6 ci-dessous illustre non seulement l'activation de la dépense mais synthétise également les résultats de l'analyse de l'impact multisectoriel sur les 30 secteurs de production.

Tableau 6-Activation de la dépense (en euro) des projets stratégiques, par secteur

	IMPACT EN NIVEAUX					IMPACT POUR 100 EURO DE DEPENSE UtA PER 1.000.000 DE EURO DEPENSEES				
	COREM	RES-MAR	TPE	INNAUTIC	MARTE	COREM	RES-MAR	TPE	INNAUTIC	MARTE
DEPENSE PROJETS (EN EURO)	4.827.385	5.094.142	5.320.000	5.404.000	5.260.000	100	100	100	100	**100**
PIB ACTIVE PAR LA DEPENSE	5.422.024	6.109.219	6.156.538	6.703.197	6.020.699	112	120	116	124	114
dont:										
CORSE	605.424	990.488	924.633	1.443.700	951.707	13	19	17	27	18
LIGURIE	807.749	1.158.699	1.129.886	1.003.172	1.133.340	17	23	21	19	22
SARDAIGNE	1.232.231	1.198,216	1.068.146	1.165.678	959.182	26	24	20	22	18
TOSCANE	1.047.340	1.160.953	1.363.710	1.243.180	1.306.530	22	23	26	23	25
RESTE D'ITALIE	1.729.280	1.600.862	1.670.164	1.847.467	1.669.939	36	31	31	34	32
IMPORTATIONS REGIONAUX	2.673.499	2.508.407	2.664.603	2.868.056	2.703.732	55	49	50	53	51
IMPORTATIONS DE L'ETRANGER	1.220.689	1.117.017	1223.704	1.141.321	1.256.493	25	22	23	21	24
REVENUS PROVENANT D'UN TRAVAIL DEPENDANT	2.273.121	2.740.952	2.591.417	2.736.645	2.564.489	47	54	49	51	49
TOTAL UTA	**91**	**99**	**114**	**191**	**107**	**19**	**19**	**21**	**35**	**20**
Valeur ajoutée	**Total**	**Total**	**Total**	**Total**	**Total**	**Total**	**Total**	**Total**	**Total**	**Total**
AGRICULTURE, CHASSE ET SYLVICULTURE	65.959	70.770	70.299	98.028	70.479	1.4	1.4	1.3	1.8	1.3
PECHE, PISCICULTURE ET SERVICES CONNEXES	4.653	5.181	5.057	6.387	5.104	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
EXTRACTION DE MINERAUX ENERGETIQUES	5.650	3.354	3.591	6.852	3.489	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
EXTRACTION DE MINERAUX NON ENERGETIQUES	3.915	3.734	5.272	4.206	5.017	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
ALIMENTAIRES, BOISSONS ET TABAC	60.424	67.529	66.528	82.220	66.636	1.3	1.3	1.3	1.5	1.3
TEXTILES ET HABILLEMENT	27.787	28.750	29.576	36.459	29.261	0.6	0.6	0.6	0.7	0.6
TANNAGE PRODUIT EN CUIR, PEAU ET CHAUSSURES	8.600	8.800	9.135	11.014	9.336	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
INDUSTRIE DU BOIS ET DES PRODUITS EN BOIS	11.575	10.096	11.973	12.599	17.205	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3
FABRICATION DE PATE A PAPIER ET DE PAPIER	46.589	52.863	57.453	57.922	54.380	1.0	1.0	1.1	1.1	1.0
FABRICATION DE COKE, RAFFINERIES DE PETROLE, TRAITEMENT	11.157	12.510	13.134	10.940	13.198	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3
FABRICATION DE PRODUIT CHIMIQUES ET DE FIBRES SYNTHETIQUES	17.780	20.352	21.628	25.633	21.024	0.4	0.4	0.4	0.5	0.4
FABRICATION D'ARTICLES EN GOMME ET MATIERES PLASTIQUES	15.384	14.908	16.310	18.833	16.384	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
FABRICATION DE PRODUITS DE FAÇONNAGE DES MINERAUX	23.453	18.774	28.177	21.973	26.350	0.5	0.4	0.5	0.4	0.5
PRODUCTION DE METAL ET FABRICATION DE PRODUITS EN METAL	46.418	37.694	44.117	47.532	47.043	1.0	0.7	0.8	0.9	0.9
FABRICATION DE MACHINES ET APPAREILS MECANIQUES	31.899	22.568	23.486	26.450	23.495	0.7	0.4	0.4	0.5	0.4
MACHINES ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES	86.514	36.386	39.749	74.150	37.750	1.8	0.7	0.7	1.4	0.7
FABRICATION DE MOYENS DE TRANSPORT	17.604	18.191	17.608	18.952	17.526	0.4	0.4	0.3	0.4	0.3
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	25.640	17.126	18.016	19.169	51.423	0.5	0.3	0.3	0.4	1.0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ENERGIE ELECTRIQUE, DE GAZ ET EAU	152.813	123.451	107.584	201.131	128.919	3.2	2.4	2.0	3.7	2.5
CONSTRUCTIONS	141.820	98.745	248.853	97.097	230.437	2.9	1.9	4.7	1.8	4.4
COMMERCE	408.981	416.813	435.777	523.894	442.559	8.5	8.2	8.2	9.7	8.4
HOTELS ET RESTAURANTS	252.551	250.105	240.122	296.982	254.338	5.2	4.9	4.5	5.5	4.8
TRANSPORTS, MAGASINAGE ET COMMUNICATIONS	375.862	403.775	397.007	439.933	424.480	7.8	7.9	7.5	8.1	8.1
INTERMEDIATION MONETAIRE ET FINANCIERE	197.810	217.053	218.896	245.608	215.258	4.1	4.3	4.1	4.5	4.1
INFORMATIQUE, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, SERVICES AUX ENTREPRISES	1.506.665	1.746.013	2.132.419	2.103.590	1.843.049	31.2	34.3	40.1	38.9	35.0
ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DEFENSE; ASSURANCE SOCIALE OBLIGATOIRE	729.307	1.052.707	440.724	733.675	580.566	15.1	20.7	8.3	13.6	11.0
INSTRUCTION	45,503	51.616	53.955	65.830	51.806	0.9	1.0	1.0	1.2	1.0
SANTE ET AUTRES SERVICES SOCIAUX	44.648	50.522	50.199	58.088	49.174	0.9	1.0	0.9	1.1	0.9
AUTRES SERVICES PUBLICS, SOCIAUX ET PERSONNELS	138.547	155.800	150.112	171.927	149.971	2.9	3.1	2.8	3.2	2.9
ACTIVITES IMMOBILIERES ET LOCATION	548.313	630.398	652.299	745.041	634.838	11.4	12.4	12.3	13.8	12.1
TOTAL	**5.053.818**	**5.646.583**	**5.609.057**	**6.262.114**	**5.520.494**	**104.7**	**110.8**	**105.4**	**115.9**	**105.0**

Le rapport entre PIB activé et la dépense finale totale se situe entre 112% et 124%: un multiplicateur également élevé dans ce cas car la dépense concerne surtout l'achat de services.
L'emploi activé dans les 4 régions s'élève à 602 unités de travail (UTA), avec un rapport compris entre 19 et 35 unités de travail pour chaque tranche de 1.000 000,00 euros de dépense.
La valeur ajoutée totale activée (pour tous les projets) est de 28 092 066 millions d'euros; le secteur présentant la plus forte activation est le secteur "informatique, recherche et développement, services aux entreprises", avec une valeur ajoutée activée supérieure à 9 331 736 millions d'euros (33% du total), de fait, la dépense est surtout destinée à la réalisation de conseils dans le secteur des services aux

entreprises, suivi de l'administration publique (12,6 %), de l'activité immobilière et la location ainsi que du commerce qui tirent leurs avantages sur les achats finaux et sur les échanges entre secteurs de production.
Les régions où la dépense est activée en majorité sont la Toscane (6 121 713 euros), la Sardaigne (5 623 453,00 euros), la Ligurie (5 232 846,00 euros) et la Corse (4 915 152,00 euros).
Dans ce cas également, comme pour les projets simples, les projets Innautic et TPE de l'axe 2 - Innovation et compétitivité, ont des multiplicateurs d'impact plus élevés par rapport aux autres projets.

Le Tableau 7 résume les données par axe, pour chaque projet simple et stratégique:

Tableau7- Tableau récapitulatif par axe et par projet

AXE 1						
Titre projet	Chef de file du projet	Dépense projet	Pib activée par la dépense	Total UTA	Multiplicateur du PIB (x100)	Multiplicateur des UTA (x1.000.000)
3i	Regione toscana	1.500.000	1.892.453,49	34	126,16	23
No FAR ACCESS	Provincia di Livorno	2.122.000	2.492.905,07	45	117,48	21
ODYSSEA	Agence Tourisme de la Corse	2.414.100	2.613.504,51	52	108,26	22
PIMEX	Provincia di Livorno	2.496.500	2.886.057,38	53	115,80	21
VENTO E PORTI	Autorità Portuale di Genova	1.816.100	1.874.430,09	33	103,21	18
IN PORTO	Comune di Porto Torres	1.262.397	1.511.211,44	34	119,71	27
PERLA	Provincia di Livrno	2.003.000	2.519.795,74	45	125,80	22
AXE 2						
INNOLABS	CTC	2.205.090	2.519.418,532	49	114,25	22
MED LAINE	CNR - Sassari	857.000	1.107.212	22	129,20	26
MISTRAL	Provincia di Lucca	1.700.000	2.070.005	37	121,77	22
TERRAGIR	Regione Liguria	2.000.000	2.460.542	46	123,03	23
BIOMASS	Provincia di Lucca	1.850.000	2.257.378,81	40	122,02	22
BAMPE'	Comune di Sassari	1.705.200	2.290.723,225	44	134,34	26
PYRGI	CERSAA Savona	1.141.689	1.392.879,043	24	122	21
SFIDA	Provincia Ogliastra	1.246.270	1.583.899,925	30	127,09	24
VAGAL	Provincia Grosseto	1.193.270	1.417.135,527	25	188,71	21
INNAUTIC	Regione Liguria	5.404.000	7.703.197	191	124	35
TPE		5.320.000	6.156.538	114	116	21
AXE 3						

BIOMASS	Provincia di Lucca	1.850.000	2257378,815	40	122,02	22
GIONHA	ARPAT	2.465.000	2.853.936,50	52	115,78	21
INCONTRO	Provincia di Grosseto	1.602.117	1.964.376,37	37	122,61	23
ITERR COST	Comune di Santa Giusta	1.900.000	2.222.990,83	44	117	23
MOMAR	Regione Toscana	2.170.000	2.621.616,53	47	120,81	22
PROTERINA	Regione Liguria	2.500.000	2.785.415,44	52	111,42	21
RETRAPARC	Provincia di Sassari	2.349.759	2.736.744,64	59	116,47	25
VER.TOUR.MER	Comune di Castelnuovo Magra	1.382.000	1.667.357,68	29	120.65	21
ZOUMGEST	Regione Sardigna	2.478.632	3.061.915,66	57	123,23	23
EPISTEMETEC	Provincia di Cagliari	2.062.000	2.322.498,78	42	155	28
ACTIVE	Comune di Capannoni	807.500	980.527,88	18	12,23	22
BONESPRIT	Provincia di Lucca	1.365.000	1.649.813,64	29	120,87	22
PMIBB	OEC	1.860,378	2.047.712,88	42	110,07	23
Case Mediterranee	Comune di Camogli	1.206.352	1468388,65	27	121,72	22
FOR ACCES	Comune di Pula	1.488.000	1.804.214,91	35	121,25	24
COREM	Regione Sardegna	4.827.385	5.422.024	91	112	19
RES-MAR	Regione Liguria	5.094.142	6.109.219	99	120	19
MA_R_TE +	Regione Toscana	5.260.000	6.020.699	107	114	20
AXE 4						
SERENA	Provincia di La Spezia	1.500.000	1.779.143,527	32	118,61	21
ARCIMED	Comune di Cagliari	1.585.600	1.799.564,937	34	113,49	22
IPPOTYR	Provincia di Nuoro	1.875.320	2.321.726,948	26	123,80	25
MED MORE& BETTER JOBS	Provincia di Livorno	2.500.000	2.831.665,102	51	113,27	21
LABNET+	Regione Sardigna	2.103.636	2555483,934	49	121,48	23
REDLAV	Department Corse du Sud	1.352.217	1459924,712	27	107,97	20
TOURRENIA	Comune di Palau	1.210.133	1494554,718	27	123,50	22
UCAT	ANCI TOSCANA	990.000	1174570,228	22	118,64	22

3. Conclusions

Comme le décrit l'analyse de l'input - output menée par l'IRPET, le Programme Italie - France "Maritime" 2007-2013 a un impact positif sur la croissance de l'économie locale des 4 Régions, à savoir la Toscane, la Ligurie, la Sardaigne et la Corse.
Le PIB qui sera activé par les dépenses entre 2009 et 2013 dépassera les 109 millions d'euros.
L'augmentation de la dépense publique activée avec les ressources financières mises à disposition par le programme entraîne, par un effet boule de neige, l'augmentation de la consommation générée grâce à l'augmentation de la masse financière ajoutée introduite dans le système.
Le rapport entre PIB et dépense finale totale se situe entre 112% et 126%, c'est-à-dire que pour chaque tranche de 100 euros s'active un PIB qui oscille entre 112 et 126 euros.
Un multiplicateur élevé qui s'explique par le fait que la dépense concerne surtout l'achat de services qui, en général, étant moins soumis à l'importation, ont des parts d'activation plus élevées; de plus, le PIB créé par la demande est partiellement utilisé par les familles pour de nouveaux achats avec la conséquence d'une nouvelle activation et un accroissement du PIB.
L'emploi activé dans les 4 régions s'élève à 2075 unités de travail (UTA), avec un rapport compris entre 19 et 25 unités de travail pour chaque tranche de 1.000. 000,00 euros de dépense.
L'autorité de gestion unique du programme Italie - France Maritime entend continuer à utiliser ce modèle même pour les prochains appels tout en confirmant son intérêt pour évaluer également les effets économiques sur le long terme (accroissement de la compétitivité, augmentation du nombre de touristes).
Dans le cas du PO Maritime, ce type d'évaluation n'est pas seulement important pour la quantité de la dépense activée, mais aussi pour la qualité en terme de gestion des méthodes et des temps selon lesquels les ressources sont utilisées notamment si nous pensons à la dépense comme élément nécessaire pour garantir une meilleure qualité de vie et un meilleur développement des territoires dans l'espace tyrrhénien que ce soit au niveau d'une occupation générale et plus équilibrée des territoires qu'au niveau de sa capacité à attirer des investissements.
En marge de cette évaluation économique, on pourrait donc envisager d'étudier un modèle, en collaboration avec l'IRPET, afin d'évaluer l'impact non économique à l'aide d'indicateurs de bien-être comme: les retombées environnementales du projet, les retombées culturelles du projet, les retombées sur le développement, redistribution aux secteurs en crise, la requalification de zones dégradées la requalification urbaine, les retombées sociales (pauvreté, assistance, retombées sur l'éducation).